



Conseil de modernisation des politiques publiques

En ouvrant ce mercredi à l'Élysée les travaux du premier Conseil de modernisation des politiques publiques, Nicolas Sarkozy, président de la République, a rappelé sa détermination à faire aboutir la réforme de l'État, en expliquant que la réduction des dépenses publiques était nécessaire pour "chercher le point de croissance qui nous manque" ou "maintenir nos systèmes de solidarité".

L'État emploie plus de 5,1 millions de fonctionnaires, dont l'ensemble des charges représentait en 2006 44% de son budget général.

Dans la liste de mesures annoncées et destinées à terme, à réduire les effectifs, le train de vie et le déficit, Nicolas Sarkozy a notamment insisté sur la délivrance des passeports, cartes d'identité et permis de conduire, jusque-là confiée aux préfetures ou sous-préfetures, qui sera désormais du ressort des mairies

Le président a également annoncé que les préfets de département seraient désormais placés sous l'autorité des préfets de région, chargés de "piloter les politiques de l'État", ainsi que la mise en place dès 2009 d'un budget pluriannuel (2009-2011) pour se mettre "au standard des pays européens".

Au total, **le Conseil a adopté** mercredi 97 mesures qui couvrent l'action de tous les ministères, afin de les "recentrer sur le coeur de leurs missions", "moderniser les procédures au service des usagers", "alléger et réorganiser l'État", "mieux valoriser" le travail des agents de l'État et "utiliser au mieux" la ressource publique.

On trouve par exemple :

- la suppression du recours au juge pour les divorces par consentement mutuel,
- une étude visant à créer un "Pentagone à la française" en regroupant toute la Défense, ministère et États-majors, sur un seul site dans le XV^e arrondissement de Paris,
- ou encore la réduction de 25% des contraintes administratives qui pèsent sur les entreprises.

Comme l'a souligné le ministre des Comptes Eric Woerth, **d'autres mesures d'économie seront annoncées lors du prochain Conseil de modernisation en avril, puisque seuls 20% du budget de l'État ont été épluchés par ses services.**

Prévu sur cinq ans, ce "big bang administratif", selon le porte-parole du gouvernement Laurent Wauquiez, vise à réduire le nombre de fonctionnaires, en ne remplaçant qu'un agent sur deux partant à la retraite à partir de 2009, afin d'en améliorer les salaires et, surtout, de réduire la dette de l'État.